Mots. Les langages du politique

78 | 2005

Usages politiques du genre

Colloque « Masculin/Féminin. Mythes scientifiques et idéologie »

Aurélie Tavernier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/472>

DOI : 10.4000/mots.472

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2005

Pagination : 151-155

ISBN : 2-84788-080-1

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Aurélie Tavernier, « Colloque « Masculin/Féminin. Mythes scientifiques et idéologie » », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 78 | 2005, mis en ligne le 31 janvier 2008, consulté le 23 avril 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/mots/472> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.472>

La thèse défendue dans cet ouvrage invite ainsi à la discussion, tout autant que la méthodologie employée, à la frontière de l'analyse littéraire et de l'analyse du discours. En réhabilitant des écrits souvent négligés, ceux qui émanent des femmes politiques, elle ouvre un nouveau champ d'analyse.

Emmanuelle De Champs

Université Paris 8, GRHI, e.dechamps@free.fr

« Masculin/Féminin. Mythes scientifiques et idéologie »

Colloque organisé le 5 février 2005 à l'École de médecine de Paris par l'Association française des femmes diplômées d'université et l'association Femmes et sciences¹

Pourquoi « les hommes n'écourent jamais et les femmes ne savent pas lire une carte routière... » ? La question, faussement anodine, mérite que l'on s'y arrête, non pas dans les dîners en ville, qu'elle a sans conteste le mérite d'animer, mais d'un point de vue réflexif, propre à révéler les enjeux idéologiques que la formule dissimule lorsqu'elle prétend mettre fin à la guerre des sexes sur le mode : « C'est pas moi, c'est mes gamètes. » Le parti pris du colloque qui s'est tenu le 5 février dernier à l'École de médecine de Paris était précisément d'en saper les fondements scientistes : réunis dans un dialogue entre sciences humaines et sciences du vivant (ou, si l'on préfère, entre sciences « molles » et « dures », autre de ces bipartismes qui mériterait qu'on s'y arrête), des philosophes, ethnologues, neurobiologistes ou chercheur(e)s en biologie moléculaire ont tenu le pari de déconstruire les mythes scientifiques *et indissociablement* idéologiques dont se nourrit la vulgate essentialiste de la différence des sexes, afin d'en lever les impensés et de révéler le déterminisme des regards scientifiques et des discours versés dans l'espace public sur la partition prétendument naturelle du masculin et du féminin dans nos sociétés.

Les intervenants auront réussi la double gageure qui consistait, d'une part, à tenir en haleine, un samedi, un amphithéâtre pourtant comble tout en opérant, d'autre part, ce retour sur l'état de leurs savoirs qui, précisément, devait

1. Fondée en 1920 par des femmes universitaires françaises convaincues que l'éducation des filles est à la fois facteur de paix et d'égalité, l'AFFDU fait partie de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU) ; elle vise principalement à promouvoir l'accès des femmes à l'enseignement supérieur, favoriser les échanges professionnels nationaux et internationaux et faciliter l'accès des femmes à des postes à responsabilité (www.int-evry.fr/affdu). L'association Femmes et sciences, née à la suite de travaux publiés en 2000 sur la place des femmes dans les sciences, entend renforcer la position des femmes dans les carrières scientifiques et techniques, promouvoir l'image des femmes dans les sciences, et réciproquement, inciter les jeunes filles à s'engager dans ces filières (www.int-evry.fr/femmes_et_sciences).

leur permettre de relativiser le déterminisme explicatif lié à la diffusion de ces savoirs. Ainsi Bernard Andrieu, sociologue à l'université Nancy 2, rappelle-t-il avec force que la science n'est que très rarement questionnée du point de vue de l'idéologie qu'elle comporte, lors même que les choix scientifiques, depuis la formulation des hypothèses jusqu'à l'interprétation des résultats, en passant par l'élaboration des protocoles, sont toujours le produit de représentations et de valeurs largement intériorisées par les chercheurs. Le concept de « condition féminine », lumineusement historicisé par Geneviève Fraisse², peut notamment apparaître comme le produit d'une représentation fixiste de « l'état de femme »³, de l'état d'*être née femme* à l'intérieur d'un ordre social et politique naturalisé – et bien entendu masculin. La philosophe pointe de la sorte le poids des catégories avec lesquelles on pense, rappelant que si l'on travaille aussi sur la condition « ouvrière » ou « domestique » (et, plus récemment, « de l'immigré »), on parle plus rarement de condition « patronale »... Autre déterminant de poids, celui que Catherine Marry⁴ nomme le « sexe des métiers ». Cette sociologue spécialiste du travail désigne par ces mots les représentations différentialistes qui organisent fondamentalement l'échelle des aptitudes et des positions professionnelles : c'est bien ce que recouvre l'invocation de valeurs ou de qualités prétendument féminines pour justifier la surreprésentation des femmes dans certains secteurs d'activité, dont on ne peut que constater le peu de compatibilité avec l'exercice de fonctions à haute responsabilité. Ce que l'on recouvre de la sorte, c'est-à-dire ce que l'on rend invisible, à travers la revendication d'une essence féminine, c'est la hiérarchisation qui procède de la différentialisation. Parmi les exemples cités par Catherine Marry, on retiendra particulièrement celui du métier d'infirmière et de la compétence de l'infirmière, à savoir : la discrétion. Parce que la « bonne infirmière », c'est celle qui ne commet pas d'erreur, lorsqu'il s'agit par exemple de passer les instruments aux médecins ou d'administrer leurs prescriptions aux malades. Or, et c'est là le piège du raisonnement différentialiste, fortement tautologique, cette compétence-là ne nécessite aucune formation, ni valorisée, ni valorisante dans l'ordre académique et social ; elle ne trouve par conséquent aucune traduction dans l'échelle des rémunérations ; elle est liée, bien entendu, à la *nature* féminine. L'anthropologue et ethnologue Maurice

2. Auteur, notamment, de l'ouvrage *À côté du genre. Masculin-féminin*, 2004, paru aux Éditions La Découverte. G. Fraisse a été déléguée interministérielle aux Droits des femmes en 1997-1998 et députée européenne de 1999 à 2004.

3. Au sens que prend la formule chez N. Heinich, 1996, *États de femme. L'identité féminine dans la fiction occidentale*, Paris, Gallimard (Les Essais).

4. C. Marry est directrice de recherches à l'IRESCO (Institut de recherches et d'études sur les sociétés contemporaines, CNRS). Depuis janvier 1999, elle participe à la direction du groupe de recherche européen baptisé MAGE (Marché du travail et genre), réseau pluridisciplinaire de chercheurs qui s'intéressent à la question des différences professionnelles entre hommes et femmes. Elle travaille principalement sur les trajectoires des femmes ingénieurs et scientifiques, en France et en Allemagne notamment.

Godelier⁵ montre alors comment la domination masculine va de pair avec l'ordre social et politique : ainsi de l'interdiction pour les femmes d'exercer les activités culturelles, dans les sociétés océaniques qu'il a observées comme dans nos États très démocratiques, où la fonction de médiation entre le divin et l'humain est de fait réservée à l'homme *en vertu* du caractère impur que bon nombre de religions ont, dès l'origine, associé à la femme. L'ordre des pratiques est bien évidemment indissociable de l'ordre des croyances et des représentations : ainsi le « ventre » de la femme est-il désigné chez ces populations (pas si) lointaines par un mot signifiant littéralement « sac », c'est-à-dire un réceptacle inerte et irresponsable de la fonction créatrice de la vie, dont seul l'homme a le *pouvoir*.

Lointaines et primitives croyances ? Évelyne Peyre et Joëlle Wiels, chercheuses au CNRS⁶, en montrent en tous cas la troublante parenté avec les représentations en vigueur chez leurs collègues français et anglo-saxons, chercheurs en génétique ou en biologie, qui s'entêtent à construire leurs protocoles d'expérimentations exclusivement autour de la variable mâle, le fameux chromosome Y, pour y chercher la clé du processus de détermination des fonctions et des organes sexués. Impensable, ou impensée variable active du chromosome X ? Celui-ci n'est toujours envisagé que *par défaut*, alors qu'il est établi depuis 1994 que le chromosome X est, au même titre que son alter ego, porteur d'une composante qui intervient de manière décisive dans la détermination du sexe. Pourtant, déplorent les deux intervenantes, tout continue de se passer comme si l'on supposait de fait que c'est uniquement lorsque le chromosome Y n'intervient pas que l'X entre en jeu : croyances qui s'ignorent comme telles et qui continuent de structurer les hypothèses et les validations scientifiques.

La neurobiologiste Catherine Vidal⁷ fournit encore un aperçu fort convaincant de ces manières de faire de la science où, sous la rationalité expérimentale, affleure l'idéologie : ainsi de la fameuse « théorie des deux cerveaux », qui envisage les usages différenciés des deux hémicycles du cerveau au prisme de la différence de sexe, alors qu'en la matière les différences entre sujets *hommes* et sujets *femmes* se révèlent bien moindres que les différences *entre sujets*. La prise en compte des écarts à la moyenne et des variations intercatégorielles suggère plutôt qu'il existe autant de manières de faire fonctionner son cerveau qu'il existe d'individus, et révèle surtout la confusion qui consiste à prendre l'hypothèse pour la causalité : où le constat *des* différences devient l'explication de *la* différence ainsi naturalisée, rationalisée, mieux : légitimée par la science.

5. Auteur, récemment (2004), des *Métamorphoses de la parenté*, Fayard.

6. Respectivement au laboratoire d'éco-anthropologie et ethnobiologie du Musée de l'Homme de Paris et dans l'unité Interactions moléculaires et cancer de l'Institut Gustave Roussy de Villejuif.

7. Auteur, avec D. Benoit-Broweays (2005), de *Cerveau, sexe et pouvoir*, Paris, Belin.

Déconstruire les dualismes et historiciser les schèmes de pensée : la tâche est ardue, à en juger par le succès croissant, dans les usages politiques et les mises en scène médiatiques du savoir scientifique, de ce qui apparaît bien comme une idéologie « positive », où le discours de la science chiffré et imagé par résonance magnétique fournit et la clé, et la caution à l'interprétation de la différence entre hommes et femmes. Tant et si bien que l'imaginaire collectif se nourrit et se perpétue autour d'une représentation fortement naturalisée du genre ou, si l'on préfère, du sexe social. L'évidence en ferait presque oublier que la corrélation entre le biologique et le comportemental n'est pourtant qu'une hypothèse : c'est-à-dire quelque chose qui, par définition, vise à être réfuté. Ce qui ne revient évidemment pas à nier qu'il y a deux sexes dans l'ordre biologique, mais à montrer le caractère circulaire et tautologique du raisonnement qui se contenterait de déduire l'ordre social et politique de cette bipartition biologique : puisque tout un chacun peut en faire le constat, de surcroît avalisé par le savoir savant, les différences paraissent *naturellement* évidentes, anthropologiquement inscrites et génétiquement programmées. À ce déterminisme, les intervenants auront opposé leur détermination à démontrer le caractère historiquement situé des notions avec lesquelles on pense, et plus encore, des notions avec lesquelles on s'interdit de penser : au nom de quoi, interroge le sémillant ethnologue Pascal Picq⁸ pour avoir malicieusement tenté l'expérience, est-il rigoureusement impossible de faire représenter dans les manuels scolaires *l'homme* de cro-magnon, peignant Lascaux, sous les traits d'une *femme* ? Rien ne prouve en effet qu'il ou elle fut l'un ou l'autre...

Déconstruire, historiciser ou, dans une perspective althussérienne, lever « l'impensé » de la différence des sexes, comme y invite enfin la psychanalyste Sabine Prokhoris⁹ : n'y aurait-il pas là un fantasme qui s'ignorerait comme tel, une représentation qui conduirait à ne pouvoir penser cette relation autrement que comme une différence ? De ce dialogue entre les sciences, on retiendra donc aussi ce plaidoyer pour un dialogue entre les sexes : selon Sabine Prokhoris, on gagnerait beaucoup en la matière à préférer au terme de « différence » celui de « dissemblance », de manière à pouvoir réfléchir non plus en termes d'opposition mais de continuum, fait de disjonctions et de « points de contacts ». Et c'est là bien plus qu'un *jeu* de mots pour qui aura saisi, en assistant à cette journée, l'*enjeu* décisif qu'il y a à questionner tout ce qu'on ne questionne plus : comme l'altérité sexuelle qui, parce qu'elle détermine l'ordre biologique, devrait conduire au même bipartisme des rôles sociaux, des places symboliques et des valeurs politiques. Et l'on voit bien que la question, ici posée du point de vue du psychisme comme elle le fut auparavant du côté des représentations qui sont intériorisées et mises en œuvre dans les

8. Auteur, entre autres, de *Au commencement était l'homme*, 2003, Paris, Odile Jacob.

9. Auteur de *Le sexe prescrit*, 2000, Aubier, réédité chez Flammarion en 2002.

pratiques, y compris scientifiques, est bien une question politique. Comme le souligne ailleurs Mona Ozouf à propos des mots pour dire le féminin, la représentation la plus fonctionnelle de la différence consiste à opposer «des hommes collectivement coupables à des femmes collectivement victimes»¹⁰: or c'est précisément la naturalisation de la *différence* des sexes qui fait qu'on peine à se la figurer autrement, comme un *différend* entre les sexes.

Aurélien Tavernier

Université Lille 3, GERICO, aurelie.tavernier@univ-lille3.fr

La féminisation des noms de métiers. En français et dans d'autres langues

Anne-Marie Houdebine-Gravaud (éd.)

1998, Paris, L'Harmattan, 196 p.

Si on parlait plus souvent d'une ministre de la Justice, d'une Garde des Sceaux, n'y aurait-il pas davantage de vocations politiques chez les femmes ?

Nommer les femmes au féminin dans leurs fonctions est une façon de les faire apparaître dans la vie sociale. Le président de la République et le Premier ministre, en décembre 1997, ont déclaré soutenir l'action des ministres femmes désirant être désignées au féminin. Dix ans auparavant, une commission de terminologie, présidée par Benoîte Groult à la demande d'Yvette Roudy, réunissait des experts linguistes, dont Anne-Marie Houdebine, professeur à l'université Paris 5 et sous la direction de laquelle cet ouvrage a paru. Cette commission produisit la circulaire du 11 mars 1986 relative à la féminisation des noms de métiers, titres et fonctions.

Cet ouvrage rend compte des recherches menées alors, de même qu'il fait l'état des lieux de la question, dix ans après, dans les usages oraux et les discours écrits. Il propose également un détour par d'autres langues plus ou moins proches ou différentes du français (québécois, créole martiniquais, russe, arabe, coréen et hongrois). Ces dernières permettent de mettre en évidence le rôle particulier de l'utilisation du féminin pour la nomination des femmes.

Valérie Brunetière

Université Paris 5, DYNALANG, valbrune@wanadoo.fr

10. M. Ozouf, 1995, *Les Mots des femmes. Essai sur la singularité française*. Paris, Fayard, (L'Esprit de la cité), p. 11.